

--	--	--	--	--	--	--	--	--

Marché de Prestations intellectuelles

CONSTRUCTION DU CENTRE EDUCATIF FERME DE MALAMANI A
MAYOTTE

MISSION DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION
DE LA SANTE (CSPS)

Mars 2025

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Document valant CCAP et CCTP

SOMMAIRE

CHAPITRE I : GENERALITES	3
ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2 : DEFINITION DES PARTIES	5
ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	7
ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE – MESURES DE SECURITE	8
ARTICLE 5 : CONTENU DES PRESTATIONS	9
ARTICLE 6 : MODALITES D’INTERVENTION	16
ARTICLE 7 : DELAI ET PENALITES	21
CHAPITRE II : EXECUTION DES PRESTATIONS	24
ARTICLE 8 : EXECUTION DU MARCHÉ	24
CHAPITRE III : PRIX ET REGLEMENT	25
ARTICLE 9 : PRIX	25
ARTICLE 10 : MODALITES DE REGLEMENT	25
CHAPITRE IV : DIVERS	28
ARTICLE 11 : ASSURANCES	28
ARTICLE 12 : ARRET DE L’EXECUTION DU MARCHÉ	28
ARTICLE 13 : RESILIATION DU MARCHÉ	28
ARTICLE 14 : REGLEMENT DES DIFFERENDS	29
ARTICLE 15 : EXCLUSIVITE – CONFLITS D’INTERETS	29
ARTICLE 16 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU TITRE DU DETACHEMENT DES SALARIES	30
ARTICLE 17 : DISPOSITIONS RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE ET AUX TRAVAILLEURS DETACHES	30
ARTICLE 18 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	30

CHAPITRE I : GENERALITES

Le présent marché porte sur la réalisation d'une mission de coordination concernant la sécurité et la protection de la santé des travailleurs (S.P.S.) relative à la construction du Centre Educatif Fermé à Mayotte (974).

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

1.1. Présentation de l'opération

1.1.1. Site et projet

L'île de Mayotte connaît un taux important de délinquance juvénile et souffre de l'absence de structures permettant la prise en charge éducative des mineurs délinquants assurés par les services de la protection judiciaire et de la jeunesse. Pour pallier ces difficultés et ainsi permettre un meilleur traitement de la délinquance des mineurs et de la protection de l'enfance, le garde des sceaux a annoncé en mars 2022 la construction d'un futur centre éducatif fermé à Mayotte. Cette structure vise à proposer une offre éducative adaptée, pensée comme une alternative à l'incarcération. C'est dans ce cadre que le ministère de la Justice a inscrit cette opération à sa programmation immobilière avec un portage public de ce centre éducatif fermé et pour laquelle la construction sera réalisée sous maîtrise d'ouvrage de l'Agence publique pour l'immobilier de la justice (APIJ).

La cadre juridique définit un centre éducatif fermé comme :

- Un établissement de service sociaux et médico-sociaux au sens de l'article L 312-1-I du code de l'action sociale et des familles.
- Un établissement recevant du public (E.R.P.) au sens de l'article R*123-2 du code de la construction et de l'habitation. Les dispositions à respecter pour la sécurité contre l'incendie seront étudiées et soumises aux services de sécurité concernés. Il est soumis aux dispositions réglementaires des ERP de type R de 5ème catégorie avec locaux à sommeil, en application de la circulaire du 14 novembre 2012 relative à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP relevant du secteur public de la DPJJ NOR : JUSF1239743C. Le règlement de sécurité incendie (RSI) prévoit que le type + R, concerne notamment les établissements d'enseignement. Un CEF est donc de type R puisqu'il est défini comme un établissement à vocation éducative, hébergeant des jeunes mineurs placés sous-main de justice, suivant l'avis rendu par la sous-commission permanente de la Commission centrale de sécurité du 5 janvier 2006. Les aménagements proposés seront donc conformes au RSI relatif aux ERP, notamment le LIVRE III concernant les dispositions applicables aux ERP de la 5ème catégorie y compris son chapitre III relatif aux règles complémentaires.

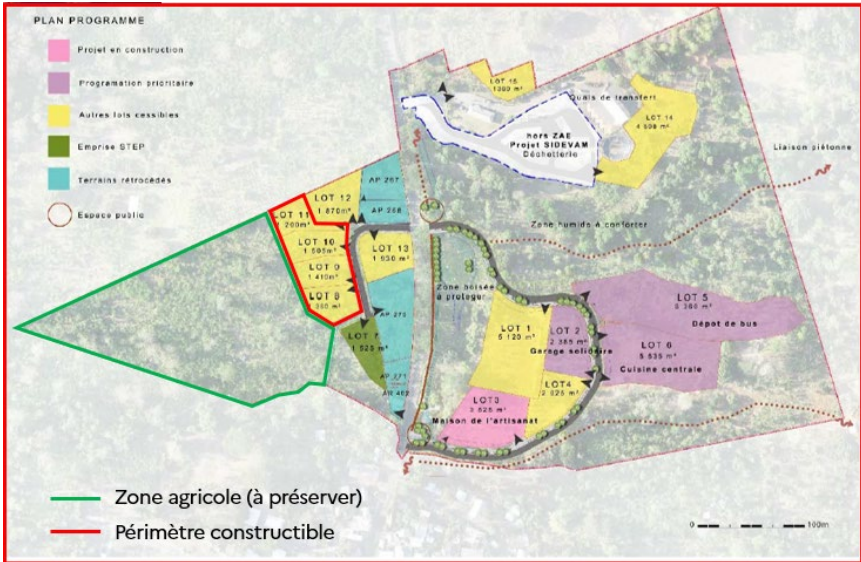
Pour pouvoir accueillir les 12 mineurs et 27,5 ETP, le programme prévoit la construction d'un bâtiment d'une surface d'environ 1 200 m² de surface de plancher, de 14 places de stationnement et plus de 4 000 m² d'espace extérieurs à aménager.

Le terrain retenu pour l'opération se situe au à l'entrée du village de Malamani, à Chirongui, au Sud de Mayotte. Le site du CEF est localisé à l'Ouest de la départementale n°5 dit boulevard Marcel henry et s'insère au sein d'une zone d'activité économique (ZAE) de 18,6 ha, zone aménagée par l'Etablissement Public Foncier et d'Aménagement de Mayotte, qui aura pour voisinage immédiat différentes activités économiques multifonctionnelles, de types : commerces, artisanats, entreprises et industries.

Les travaux relatifs au projet d'aménagement de la ZAE porté par l'EPFAM devraient être achevés avant la fin de l'année 2025, sous réserve de l'obtention des procédures administratives et environnementale nécessaires.

Le foncier retenu pour le projet concerne les lots 8 à 11 (identifié ci-dessus en jaune) pour une surface constructible d'environ 5 500m² et de 2,9ha de foncier agricole (parcelle AP266) soit un foncier total de 3,45 ha. La parcelle agricole qui demeurera en l'état, constitue un atout pour le développement de la future activité et son projet éducatif, notamment en matière d'activités agricoles mais aussi d'insertion/d'action d'éducation des jeunes sur l'apprentissage de la faune et la flore locale et de préservation de la biodiversité.

Il est à noter plusieurs naturels à l'échelle de l'île de Mayotte :



Risque sismique

L'ensemble du département de Mayotte est classé en zone 3 de sismicité « modérée » (décrets n°2010-1254 et 2010-1255). Le projet est donc soumis aux règles de construction parasismiques de l'Eurocode 8 en zone 3.

Risque Cyclonique

Même s'il n'existe pas à proprement dit de normes paracycloniques, la construction devra respecter les règles anticycloniques en vigueur. La

construction devra améliorer la résistance générale du bâtiment par des dispositifs appropriés prenant en compte les effets directs des cyclones (contreventement, ancrage au sol, etc.). Le planning général prévisionnel de l'opération prévoit la notification du marché de maîtrise d'œuvre au 3ème trimestre 2025, une phase d'étude d'environ 9 mois, pour un démarrage des travaux à la mi 2026 et une mise en service en 2027.

Le coût des travaux de l'opération est estimé à environ 6,9 millions d'euros HT en valeur projetée de mars 2024 pour la construction d'un total d'environ 1 200 m² de surface utile. A titre indicatif et sans que cela n'engage le pouvoir adjudicateur, les délais prévisionnels de l'opération, hors période de garantie, sont les suivants :

- Concours et études : 12 mois minimum (consultation travaux et études du PRO collaboratif comprises)
- Travaux : 16 mois minimum
- Garantie de parfait achèvement : 14 mois

Tranches : sans objet.

Allotissement : sans objet. L'objet du présent marché ne permet pas l'identification de prestations distincte.

Prestations similaires :

Le représentant du maître d'ouvrage se réserve la possibilité de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence avec le titulaire pour l'achat de prestations similaires aux prestations décrites au présent marché, dans les conditions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique.

1.1.2. Cadre contractuel du marché de maîtrise d'œuvre

L'opération sera menée selon une procédure type « Loi MOP ». Le concours de maîtrise d'œuvre étant en cours, les coordonnées du mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre seront communiquées à la notification du présent marché.

1.1.3. Cadre contractuel du marché de travaux

A ce stade, il est envisagé un mode de dévolution du marché de travaux en marché unique (entreprise générale ou groupement).

Les études d'exécution (EXE) seront à la charge du titulaire du marché de travaux

1.2. Missions confiées au coordonnateur SPS

Conformément aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, le présent marché porte sur la réalisation d'une mission de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (SPS) relative à l'opération de bâtiment de 1ère catégorie au sens de l'article R. 4532-1 du Code du Travail dans le cadre de l'opération de travaux de construction du centre éducatif fermé de Malamani à Mayotte.

Le marché comprend :

- l'analyse du projet lauréat de concours de maîtrise d'œuvre (niveau esquisse)
- la détermination des modalités pratiques de coopération avec les autres intervenants et ouverture du registre journal de coordination
- l'analyse des documents élaborés au cours de la conception du centre éducatif fermé de Malamani à Mayotte (AVPS, AVPD, DCE, PRO, autorisations administratives, ...), et l'analyse des offres des entreprises de travaux
- la fourniture du PGCSPS, ouverture du registre journal, du cadre du DIUO, du règlement du CISSCT
- l'avis sur les documents d'exécution des ouvrages (EXE)
- le suivi des phases de réalisation : la préparation de chantier incluant la constitution du CISSCT, l'inspection commune initiale, la déclaration préalable, les travaux (analyse des documents d'exécution, participation aux réunions de chantier, visites, mise à jour du RJC et du PGCSPS, présidence du CISSCT, contrôles périodiques, etc.), et la période de parfait achèvement.

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives à la sécurité du chantier et à la santé des travailleurs pouvant s'appliquer à l'opération susvisée.

Le coordonnateur SPS intervient pendant la conception et l'exécution des ouvrages (y compris VRD, voie d'accès) jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement (14 mois), éventuellement prolongée.

Lieu d'exécution des prestations : L'intervention du coordonnateur SPS devra obligatoirement avoir lieu sur le chantier à Malamani durant la phase EXE. Des réunions ou comités de pilotage pourront être tenus au Kremlin-Bicêtre (94, locaux de l'APIJ).

1.3. Principes d'intervention du coordonnateur sécurité et prévention de la santé

Le coordonnateur SPS veille à ce que les principes généraux de prévention visés par l'article L.4531-1 du Code du Travail soient effectivement mis en œuvre.

Le coordonnateur SPS ne peut se substituer aux autres intervenants pour l'exécution des missions qui leurs incombent notamment dans le domaine de la sécurité et de la protection de la santé des travailleurs.

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du Code du Travail, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur SPS devra être en capacité d'anticiper sur l'événement et être un acteur dynamique par sa connaissance du dossier et des modes de réalisation.

Le cas échéant, le coordonnateur SPS tiendra compte, dans l'exécution de ses missions, du guide de préconisations de sécurité sanitaire publié par l'OPPBTP, ainsi que de ses éventuelles mises à jour.

ARTICLE 2 : DEFINITION DES PARTIES

2.1. Maître d'Ouvrage

Le maître d'ouvrage est l'APIJ. Il est usuellement appelé « maître d'ouvrage » ou « pouvoir adjudicateur » ou « l'acheteur ». Son représentant est le Directeur Général de l'APIJ.

Afin d'assurer une bonne coordination sur le projet du maître d'ouvrage, celui-ci est représenté par un chef de projet et/ou un directeur de programme.

Le maître d'ouvrage est domicilié en son siège social situé en Ile-de-France, actuellement au Kremlin-Bicêtre.

2.2. Maître d'œuvre

Les missions prévues au marché de maîtrise d'œuvre consistent en des missions de base, assorties de missions complémentaires, telles que définies par les articles R.2431-1 à R2431-18 du code de la commande publique.

Missions de base :

- études d'avant-projet sommaire (AVPS) ;
- études d'avant-projet définitif (AVPD) ; les dossiers d'autorisations d'urbanisme et administratives seront remis au cours de cet élément de mission ;
- assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;
- études de projet (PRO) menées de manière collaboratives avec l'entreprise travaux retenue ;
- examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse faites par les entrepreneurs ainsi que leur visa ; participation aux travaux de la cellule de synthèse (VISA) ;
- direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;
- assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR) ;

Le contenu des études d'exécution (EXE) seront à la charge des titulaires du marché de travaux.

Le contenu de chaque phase technique est détaillé dans l'annexe 20 du code de la commande publique précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

En outre, le maître d'œuvre a la charge pendant les phases d'étude et de travaux des missions complémentaires suivantes, décrites au CCTP de son marché :

- mission pour la définition et l'implantation des équipements mobiliers non fixes (MOB) ;
- mission d'élaboration et de suivi des travaux du système de signalétique-information (SIGN) ;
- mission de coordination SSI (SSI), définie dans la norme NF S 61-931.

2.3. Assistant à maîtrise d'ouvrage

Le maître d'ouvrage peut, en tant que de besoin, confier des missions relevant de sa compétence et se faire représenter par un ou plusieurs organismes extérieurs, appelés « assistant du maître de l'ouvrage » ou « conducteur d'opération », suivant les règles de passation prévues par le code de la commande publique.

Ces missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage pourront porter notamment, et de façon non exhaustive ni limitative, sur :

- la conduite générale du projet (conduite financière et administrative du projet) ,
- la procédure de permis de construire,
- la validation des plans et échantillons au regard de leur conformité au programme,
- le contrôle de la procédure de validation des plans avant exécution,
- le contrôle de l'exécution du marché et des prestations qui en découlent,
- le contrôle externe de qualité, relevant du maître de l'ouvrage,
- la sûreté.

Les missions qui sont ainsi confiées aux différents assistants du maître de l'ouvrage, sont portées à la connaissance du titulaire du marché.

En outre, différentes entités du Ministère de la Justice interviendront dans le cadre de cette opération, notamment :

- Les services de la direction immobilière de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ)

- La direction interrégionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Ile de France et Outre-Mer (DIR PJJ IDF-OM),
- La Direction territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (DT PJJ) à Mayotte.

2.4. Contrôleur technique

Les travaux sont soumis au contrôle technique, dans les conditions prévues par le titre II de la loi n°78-12 du 4 janvier 1978 modifiée, relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction. Le maître d'ouvrage va donc désigner un contrôleur technique qui interviendra pendant la conception et l'exécution des ouvrages jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement éventuellement prolongée.

2.5. Autres intervenants

Le maître d'ouvrage pourra se faire assister, en tant que de besoin, de bureaux d'études particuliers intervenants, à titre d'exemple, sur la sûreté, la géotechnique, les assurances, etc.

2.6. Titulaire

Le titulaire est défini à l'acte d'engagement.

Le titulaire du présent marché s'engage, pour l'exécution de sa mission, à affecter le personnel prévu dans sa proposition tant au niveau de la qualification que de la durée d'affectation.

Dès la notification du présent marché, le titulaire désigne le responsable qualifié pour le représenter auprès du maître d'ouvrage, pour piloter la mission et pour signer au cours de l'exécution du marché tous les documents prévus au présent C.C.P. Il respectera les modalités de changement d'intervenant détaillées à l'article 6.2.1 du présent CCP.

En cas de changement de la personne physique responsable du contrôle de l'opération et par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, le titulaire propose au maître d'ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au deuxième alinéa de l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

L'accord du maître d'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique doit être impérativement finalisé par une décision écrite du pouvoir adjudicateur adressée au titulaire.

Si le maître d'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus, pour lui proposer une autre personne physique. A défaut, ou si le maître d'ouvrage récusé également ce remplacement, la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 39 du CCAG-PI.

Le titulaire assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus à tout nouveau remplaçant désigné pour le remplacer ou lui succéder.

ARTICLE 3 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles constitutives du marché sont par ordre de priorité décroissante :

3.1. Pièces particulières

- l'acte d'engagement, référencé "AE" dénommé ci-après et dans les autres pièces du marché « acte d'engagement »,
- le présent cahier des clauses particulières (CCP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi,
- la décomposition du prix global et forfaitaire par mission et par cotraitants (DPGF), qui n'aura de valeur contractuelle que pour les prix unitaires servant à la rémunération de prestations modificatives ou supplémentaires.
- le mémoire technique remis par le titulaire dans son offre, qui n'est contractuel que pour les engagements allant au-delà des exigences du CCP.

3.2. Pièces générales

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- les documents techniques et réglementaires applicables à l'opération.

Les documents généraux applicables sont ceux en vigueur au 1^{er} jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'acte d'engagement.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE – MESURES DE SECURITE

4.1. Obligations de confidentialité

Le titulaire du marché est tenu à une obligation de discrétion concernant tous les documents qui lui seront communiqués au cours de l'exécution du marché.

Il devra veiller à les maintenir confidentiels en prenant toutes les mesures nécessaires.

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, fichiers, études, documents et décisions dont il a eu ou aura connaissance durant l'exécution du marché, dont la divulgation serait préjudiciable à la sécurité du projet. Sauf précision contraire du pouvoir adjudicateur, tous les documents remis au titulaire sont réputés confidentiels.

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes :

- s'interdire toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise ou diffusion de documents à des tiers, sauf accord exprès du maître d'ouvrage ;
- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles strictement nécessaires à l'exécution du marché, sauf accord exprès du maître d'ouvrage ;
- ne pas utiliser les documents et informations communiquées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché, sauf accord exprès du maître d'ouvrage ;
- prendre les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat, via notamment l'utilisation de dispositifs de verrouillage des ordinateurs et de cryptage des données ;
- prendre toutes mesures de sécurité pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat, via notamment l'emploi d'armoires fortes, de mise sous alarme et de gardiennage des locaux ;
- signaler au représentant du pouvoir adjudicateur, dans les 24 heures suivant la constatation de l'incident, toute défaillance de ce dispositif (perte ou vol de documents dont le caractère secret lui aura été notifié ou intrusion malveillante dans le système informatique) ;
- procéder, en fin de contrat, à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf instruction contraire du MOA ;
- remettre au représentant du pouvoir adjudicateur une attestation de destruction desdits fichiers.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

En cas de non-respect des dispositions précitées, et indépendamment des pénalités et sanctions prévues à l'article 7 du présent CCP, la responsabilité du titulaire pourra également être engagée sur la base des dispositions de l'article 226-13 du Code pénal.

4.2. Mesures de sécurité

Le titulaire et ses sous-traitants s'engagent à détenir tous les supports physiques d'information relatifs à l'opération dans un ou des lieux sécurisés par leurs soins (papier, serveur informatique, sauvegarde sur périphériques informatiques) .

Les documents informatiques doivent être conservés sur un serveur lui-même sécurisé face aux vols informatiques depuis l'intranet et l'internet. Sur demande explicite du maître d'ouvrage, la communication des documents par

courriel, ou sur tout support informatique peut faire l'objet d'un cryptage des données par un logiciel freeware (libre de droits) fonctionnant sur le système d'exploitation Windows ©.

La communication postale de tout support d'informations est proscrite, sauf autorisation préalable du maître d'ouvrage.

Tous les documents destinés à être détruits doivent être broyés au préalable.

ARTICLE 5 : CONTENU DES PRESTATIONS

5.1. Phase conception

5.1.1. AVIS SUR LES ESQUISSES (PHASE CONCOURS)

Le coordonnateur S.P.S. réalise une analyse complète du projet lauréat, du point de vue de la sécurité et la protection de la santé des travailleurs, des modalités d'intervention ultérieure sur les ouvrages. Dans le rapport contenant cette analyse, le CSPS propose les modifications et ajustements qui lui semblent nécessaires vis-à-vis des points analysés.

Il participe à une réunion de mise au point avec le lauréat, dans les locaux de l'APIJ au Kremlin-Bicêtre. Il analyse les documents mis à jour remis par le lauréat afin de vérifier que les modifications actées lors de la phase de mise au point ont bien été prise en compte.

5.1.2. MODALITES PRATIQUES DE COOPERATION

Après la notification du marché et dans un délai précisé à l'article 7 du présent CCP, le coordonnateur SPS doit proposer au maître d'ouvrage les modalités pratiques de sa coopération avec les autres intervenants pour exécuter sa mission.

Sur la base de ces propositions, le maître d'ouvrage arrête les modalités pratiques de coopération et les diffusent à l'ensemble des intervenants de l'opération.

5.1.3. OUVERTURE DU REGISTRE JOURNAL DE LA COORDINATION (RJC)

Conformément à l'article R.4532-12 du Code du Travail, le coordonnateur SPS ouvre le Registre Journal de la Coordination (RJC).

Le registre journal se présente comme un cahier à pages numérotées dans lequel le coordonnateur SPS consigne dans leur ordre chronologique et fait viser par les intéressés tous les événements liés à la Sécurité et la Protection de la Santé des travailleurs.

Ce cahier est complété par des annexes auxquelles il est fait référence.

En phase de conception, sont consignés :

- tous les avis, observations ou notifications qu'il juge nécessaire de faire, ainsi que les réponses éventuelles,
- tous les événements intéressant la prévention et notamment les avis émis sur les dossiers d'études et les suites qui leur sont données.

Le coordonnateur SPS complète et fait viser le RJC conformément à l'article R.4532-38 du Code du Travail.

5.1.4. AVIS SUR LES DOCUMENTS D'ETUDE EN AVPS, AVPD, PRO

Le coordonnateur SPS formule un avis écrit au maître d'ouvrage sur les documents d'étude. Cet avis porte sur le respect des principes généraux de prévention visés par le Code du Travail, tant sur les interventions prévues pendant les travaux que sur les interventions ultérieures sur les ouvrages telles qu'elles résultent de la conception du maître d'œuvre. Ce dernier point fera l'objet d'une attention toute spécifique du coordonnateur SPS, et son analyse remise à chaque phase de conception devra être sur ce point particulièrement détaillée, en fonction du niveau d'avancement des études.

5.1.5. PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (PGCSPS)

A noter que le PRO sera élaboré, sous la direction du maître d'œuvre, en collaboration avec l'entreprise, après notification du marché de travaux. De fait, les CISSCT du CSPA sont également notifiées à l'entreprise.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait qu'afin d'optimiser et de fiabiliser les travaux, des espaces témoins (prototypes de locaux, de mobiliers) pourraient être demandés à l'entreprise au cours de cette phase de PRO collaboratif. En fonction des dispositions prises par l'entreprise pour la réalisation de ces témoins, il pourra donc être demandé au coordonnateur SPS d'adapter le planning de ses missions.

Le titulaire du marché doit établir un Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS).

Le cadre du PGCSPS est défini par l'article R.4532-44 du Code du Travail.

Le PGCSPS comportera les mesures de protections collectives à mettre en œuvre.

Le PGCSPS porte également sur les mesures prévues aux articles R.4533-1 à R.4533-5 du Code du Travail relatifs aux Voies et Réseaux Divers (VRD) du chantier.

Le coordonnateur SPS détermine dans le PGCSPS les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

Le coordonnateur SPS définit les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques, et mentionne dans les pièces écrites leur répartition entre les différents corps d'état ou de métier qui auront à intervenir sur le chantier.

Le coordonnateur SPS complète et adapte le PGCSPS en fonction de l'évolution des études et des travaux. Il en fait mention au Registre Journal de la Coordination.

5.1.6. Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO)

Le titulaire du marché doit établir un Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (D.I.U.O.).

Son cadre est défini par les articles R.4532-95 et 96 du Code du travail.

Le Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO) rassemble les mesures à prendre de manière à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures, en collaboration avec le maître d'œuvre chargé de la mise en place de l'exploitation et de la maintenance.

Le DIUO a pour objet de préconiser l'ensemble des précautions à prendre en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs pour les interventions ultérieures sur l'ouvrage par nature de travaux.

Il comporte notamment les dispositions prises pour :

- le nettoyage des surfaces vitrées en élévation et en toiture en application de l'article R.4214-2 ;
- l'accès en couverture et notamment :
 - les moyens d'arrimage pour les interventions de courte durée ;
 - les possibilités de mise en place rapide de garde-corps ou de filets de protection pour les interventions plus importantes ;
 - les chemins de circulations permanents pour les interventions fréquentes ;
- faciliter l'entretien des façades et, notamment, les moyens d'arrimage et de stabilité d'échafaudage ou de nacelle ;
- faciliter les travaux d'entretien intérieur et notamment pour :
 - le ravalement des halls de grandes hauteurs ;

- les accès aux cabines d'ascenseurs ;
- les accès aux canalisations en galerie technique ou en vide sanitaire ;

Il indique également les locaux techniques de nettoyage et les locaux sanitaires pouvant être mis à disposition du personnel chargé des travaux d'entretien lorsque ces locaux ont été aménagés à cet effet.

Le coordonnateur S.P.S. complète et adapte le D.I.U.O. au fur et à mesure de la remise des études d'exécution et de l'avancement du chantier.

5.1.7. Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (C.I.S.S.C.T.) :

Il est constitué et organisé en application de l'article L.4532-10 et des articles R.4532-77 à R.4532-94 du Code du Travail.

Le coordonnateur S.P.S. élabore le projet de règlement du collège et le remet concomitamment au PGCSPS.

Ce document est joint au PGCSPS.

5.1.8. CONSULTATION DES ENTREPRISES (TRAVAUX)

5.1.8.1. *Elaboration du DCE (travaux)*

Le coordonnateur SPS doit proposer au maître d'ouvrage l'ensemble des éléments, pièces, modèles de documents se rapportant à la sécurité et la protection de la santé des travailleurs sur le chantier à intégrer par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage dans les pièces du DCE et en particulier :

- les éléments qui figureront dans les pièces écrites afin de définir avec le maître d'œuvre les conditions de sécurité et de protection de la santé exigées pour l'opération (notamment les modalités de prise en charge par les différents corps d'état des dispositions retenues),
- les modalités pratiques de coopération en matière de Sécurité et de Protection de la Santé,
- les obligations du titulaire du marché de travaux, et de ses sous-traitants éventuels en matière de Sécurité et de Protection de la Santé,
- le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs ;
- le projet de règlement intérieur du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail.

5.1.8.2. *Analyse des offres des entreprises de travaux*

Le coordonnateur S.P.S. participe à l'analyse des offres, effectuée par le maître d'œuvre, sur les volets de Sécurité et la Protection de la Santé des travailleurs.

A l'issue de cette analyse, il communique son avis au maître d'ouvrage. Il signale au maître d'ouvrage, les informations manquantes ou imprécises qui lui seraient utiles ou nécessaire.

Il propose également les modifications et ajustements portant sur la sécurité et la protection de la santé des travailleurs ainsi que les modalités d'intervention ultérieure sur les ouvrages. Il participe à une réunion de mise au point avec l'entreprise, dans les locaux de l'APIJ au Kremlin-Bicêtre, ou en format mixte visioconférence/ Présentiel à Mayotte. Il analyse les documents mis à jour remis par le groupement afin de vérifier que les modifications actées lors de la phase de mise au point ont bien été prise en compte.

5.2. Phase préparation du chantier

5.2.1. PASSATION DES CONSIGNES ENTRE LA PHASE CONCEPTION ET LA PHASE REALISATION

Le cas échéant, le titulaire assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, au coordonnateur en phase de réalisation désigné pour lui succéder ou, à défaut, au maître d'ouvrage.

Il doit établir pour cela un procès-verbal dans un délai précisé à l'article 7 du présent CCP à compter de la demande du maître d'ouvrage.

Le coordonnateur SPS en phase de réalisation accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à la Sécurité et la Protection de la Santé des travailleurs.

5.2.2. MISSIONS DU CSPS

Pendant la phase préparatoire du chantier, le coordonnateur SPS :

- tient le registre-journal de la coordination ;
- transmet le plan général de coordination (PGC) à tous les intervenants ;
- adapte le PGC à l'installation de chantier proposée par chaque entreprise et acceptée par l'entreprise générale et au calendrier de travaux définitifs notifié par ordre de service aux entreprises ;
- harmonise le PGC en fonction des Plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) ;
- collecte les PPSPS de l'ensemble des entreprises présentes sur le site ; celles-ci devront obtenir l'aval du coordonnateur SPS qui vise le document accepté et formule ses remarques par écrit (Code du travail, art. R.4532-48) ;
- diffuse les PPSPS des entreprises chargées des prestations de gros œuvre aux autres entreprises appelées à intervenir sur le site.

5.2.3. COLLEGE INTERENTREPRISES DE SECURITE, DE SANTE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (C.I.S.S.C.T.) :

Le coordonnateur S.P.S. doit proposer au Maître de l'Ouvrage la constitution du C.I.S.S.C.T. dans un délai précisé à l'article 7 du présent CCP, ainsi que toute modification ultérieure.

Le coordonnateur SPS devra assurer la présidence et le fonctionnement du CISSCT conformément aux dispositions des articles R. 4532-80 à R. 4532-90 du Code du Travail.

Le président du collège transmet le règlement, dès son adoption, à l'inspecteur du travail ou au fonctionnaire assimilé, au comité régional de l'Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics (O.P.P.B.T.P.) et à l'organisme de sécurité sociale compétent en matière de prévention des risques professionnels.

Le procès-verbal de la séance au cours de laquelle a été adopté le règlement du collège est joint à cette transmission. Ce procès-verbal mentionne les résultats du vote émis à l'occasion de cette adoption.

5.2.4. COORDINATION DES ACTIVITES - INSPECTION COMMUNE DE CHANTIER

Le coordonnateur S.P.S. doit organiser entre les différentes entreprises, (y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier), la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations et matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs.

A cet effet, il doit, notamment, procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune. Il est précisé que cette inspection commune ne peut avoir lieu avant que le maître d'ouvrage n'ait accepté le sous-traitant, et il revient au coordonnateur SPS de vérifier ce point auprès du maître de l'ouvrage.

Au cours de cette inspection sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs pour l'ensemble de l'opération.

Cette inspection commune a lieu avant remise du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs.

L'inspection peut être renouvelée si le coordonnateur S.P.S. le juge nécessaire.

5.2.5. DECLARATION PREALABLE

Le coordonnateur SPS doit assister le maître d'ouvrage dans la rédaction de la déclaration préalable.

Il recueille auprès des différents partenaires l'ensemble des informations et fournit au Maître de l'Ouvrage, pour transmission à l'inspecteur du travail et aux organismes visés à l'article L.4532-1 du code du travail, la déclaration préalable. Cette déclaration, en application de l'article R.4532-3 du même code, doit être adressée avant le début des travaux.

5.2.6. MISE A JOUR DU DIUO

Après la période de préparation, le coordonnateur SPS doit communiquer au maître d'ouvrage le cadre du DIUO renseigné par les entreprises avec les premières informations qu'elles ont fournies.

5.3. Avis sur les documents d'exécution des ouvrages

Le coordonnateur SPS doit analyser tout document d'exécution, et remettre ses observations écrites au maître d'ouvrage.

Il est précisé que qu'une gestion électronique des documents d'exécution sera demandée à l'entreprise titulaire du marché de travaux. Les avis du coordonnateur SPS devront être remis par l'intermédiaire de cette plateforme. Il est en particulier précisé que le coordonnateur SPS ne recevra pas en version papier les documents d'exécution.

Le coordonnateur SPS dispose d'un délai défini à l'article 7 du présent CCP, à compter de la réception de chaque document d'étude établi par les entreprises, pour formuler un avis au maître d'ouvrage. Cet avis porte sur le respect des principes généraux de prévention visés par le Code du Travail.

5.4. Phase Travaux

5.4.1. PROGRAMME PREVISIONNEL D'INTERVENTION SUR LE CHANTIER

Dès que le programme d'exécution des travaux est établi, le coordonnateur S.P.S. doit remettre au Maître de l'Ouvrage son programme prévisionnel d'intervention sur le chantier.

En tout état de cause, il doit participer à toutes les réunions, en particulier de chantier pour les sujets qui le concernent, nécessaires à la bonne exécution de sa mission.

5.4.2. COMPTE-RENDU D'AVANCEMENT DE LA MISSION CSPS

A la fin de chaque mois, il doit remettre au Maître de l'Ouvrage un compte rendu de l'avancement de l'exécution de sa mission.

Dès l'ouverture du chantier, un exemplaire du Registre Journal de la Coordination et du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé est consultable dans le bureau de chantier.

5.4.3. CADRE GENERAL DE LA MISSION DU COORDONNATEUR SPS EN PHASE DE REALISATION

Le coordonnateur SPS en phase chantier doit contribuer, dans le cadre de la mission qui lui est confiée, à l'élaboration du projet d'exécution en proposant au Maître de l'Ouvrage ou à son représentant, l'ensemble des éléments, pièces, modèles de documents se rapportant à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs sur le chantier et en particulier les éléments qui figureront dans les pièces écrites du PRO, afin de permettre aux entreprises de prendre connaissance des conditions de sécurité et de protection de la santé exigées pour l'opération (notamment les modalités de prise en charge par les différents corps d'état des dispositions retenues):

- les modalités pratiques de coopération en matière de Sécurité et de Protection de la Santé,
- les obligations de l'entreprise et de ses sous-traitants éventuels en matière de Sécurité et de Protection de la Santé,
- le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs,
- le projet de règlement intérieur du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de travail.

Le coordonnateur SPS doit s'assurer que les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques, respectent les contraintes de sécurité des travailleurs du chantier et du public et mentionne dans les pièces écrites leur répartition entre les différents corps d'état ou de métier qui auront à intervenir sur le chantier.

5.4.4. PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (PGCSPS)

Le coordonnateur SPS doit compléter et adapter le PGCSPS en fonction de l'évolution du chantier et en fait mention au registre journal. Il communique au fur et à mesure ces modifications au maître d'œuvre et aux entreprises de travaux.

Le coordonnateur SPS doit harmoniser et intégrer dans le PGCSPS les Plans Particuliers de Sécurité et de protection de la santé des travailleurs (PPSPS) remis par le titulaire du marché de travaux et ses sous-traitants. Il communique au fur et à mesure ces modifications aux entreprises et au maître d'ouvrage.

La périodicité de ces mises à jour ne devra pas être supérieure à 4 mois.

Les sous-traitants agréés doivent remettre leur PPSPS au coordonnateur avant de pouvoir accéder au chantier.

5.4.5. COORDINATION DES ACTIVITES - INSPECTION COMMUNE DE CHANTIER

Dans les mêmes conditions qu'à l'article 5.2.4, le CSPS, doit procéder avec chaque entreprise susceptible d'intervenir, y compris les entreprises sous-traitantes, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune.

Le coordonnateur S.P.S. veille à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent.

5.4.6. COLLEGE INTERENTREPRISES DE SECURITE, DE SANTE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (C.I.S.S.C.T.) :

Le coordonnateur S.P.S. rédige le procès-verbal de réunion du Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT).

Le coordonnateur S.P.S. est tenu de répondre par écrit aux observations qui peuvent lui être formulées par les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, par les délégués du personnel des entreprises ou établissements intervenant sur le chantier, suivant les modalités fixées par le règlement du collège.

Il dispose d'un délai défini à l'article 7 du présent CCP pour formaliser ces réponses à compter de la réception de la question.

5.4.7. MISE A JOUR DU DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE DES OUVRAGES (DIUO)

Le coordonnateur SPS doit compléter et adapter le DIUO, dont le contenu a été précisé ci-avant, au fur et à mesure de la remise des études d'exécution ainsi que lors de la remise des dossiers des ouvrages exécutés. Il comporte notamment :

- Le cas échéant le nettoyage des surfaces vitrées en élévation en application de l'article R.4214-2 du Code du Travail ;
- Les dispositions pour faciliter les travaux d'entretien intérieur.

Après la fin des travaux, le coordonnateur SPS communique le DIUO complété au maître d'ouvrage.

5.4.8. REGISTRE JOURNAL DE LA COORDINATION (RJC)

Les dispositions définies à l'article 5.1.3 sont applicables de la même manière par le titulaire du marché en phase travaux. Elles sont complétées par les dispositions suivantes.

Dès l'ouverture du chantier, le Registre Journal de la Coordination et un exemplaire du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé sont consultables dans les installations du chantier mis en place par la ou les entreprise(s).

Le coordonnateur SPS fait un rapport mensuellement ou dès qu'il le juge nécessaire au maître d'ouvrage des éléments portés au RJC. Ce rapport est à fournir dans les délais indiqués au présent CCP.

5.4.9. INSPECTIONS DE CHANTIER

Le coordonnateur SPS procède à des inspections de chantier, à une fréquence a minima hebdomadaire, pour veiller :

- à l'application, par chaque entreprise, des dispositions prévues dans le marché et dans son Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) ;

- au respect des règles de sécurité définies par la réglementation en la matière ou dans le Plan général de coordination ;
- à la mise en œuvre des dispositions retenues dans le CISSCT.

Chacune de ces inspections fait l'objet d'une inscription au registre-journal.

Un extrait du registre journal est adressé aussi tôt que possible à tous les intervenants dès qu'un manquement est constaté.

5.4.10. ACCES AU CHANTIER

Le coordonnateur S.P.S. ayant déterminé dans le PGCSPP les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier, est en charge de rappeler leurs obligations en la matière aux entreprises.

Il procède à des contrôles pour vérifier que ces dispositions sont mises en œuvre et respectées.

Il signale sans délai au maître d'ouvrage toute situation qui lui semble litigieuse.

5.4.11. INTERFERENCES AVEC LES ACTIVITES D'EXPLOITATION EXTERIEURES A L'OUVRAGE

Pour les travaux portant sur des ouvrages situés à proximité d'activités extérieures d'exploitation, le Maître de l'Ouvrage et le coordonnateur S.P.S. prennent les mesures édictées par l'article R.4532-14 du Code du Travail.

Suite à l'inspection commune avec le chef d'établissement concerné et après concertation avec lui, le coordonnateur S.P.S. propose au Maître de l'Ouvrage les mesures à prendre pour tenir compte des activités d'exploitation du site. Après accord du Maître de l'Ouvrage, le coordonnateur insère ces mesures dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé.

5.4.12. AUTRES PRESTATIONS DU COORDONNATEUR SPS

En complément des prestations définies ci-dessus, le coordonnateur SPS doit, pendant la phase réalisation les prestations suivantes :

- Etablissement des statistiques d'accidents de travail ;
- Analyse des rapports d'accidents établis par les entreprises pour proposer toute mesure utile à leur non-renouvellement ;
- Examen des mesures envisagées pour satisfaire aux demandes des organismes officiels ;
- Assistance au maître de l'ouvrage dans les réunions éventuellement organisées sur ce thème avec les partenaires publics.

5.5. Phase réception des travaux

Dans un délai indiqué à l'article 7 du présent CCP, le coordonnateur SPS remet au maître de l'ouvrage (en version papier et numérique) le Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) provisoire. Cette transmission fait l'objet d'un bordereau d'envoi.

Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) comporte notamment :

- Tous les documents tels que les plans et notes techniques de nature à faciliter l'intervention ultérieure sur l'ouvrage ;
- Le dossier de maintenance des éléments de sécurité mis en place pour l'intervention ultérieure sur l'ouvrage (localisation, durabilité et caractéristiques précises des éléments de sécurité mis en place pour la maintenance) ainsi que le dossier de maintenance des lieux de travail tel que défini à l'article R.4211-3 du Code du travail. Le dossier de maintenance est élaboré par le maître d'œuvre dans le cadre de sa mission exploitation maintenance ;

- Une notice générale d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (élaborée par le coordonnateur SPS) et recensant les mesures de sécurité à mettre en œuvre en cas d'intervention ultérieures sur l'ouvrage.

5.6. Mission durant la garantie de parfait achèvement

5.6.1. INTERFERENCES AVEC LES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Le coordonnateur SPS doit proposer au maître d'ouvrage les dispositions à soumettre au chef d'établissement pour qu'il arrête les conditions particulières d'exploitation de l'établissement pendant leur parfait achèvement, en application de l'article R.4532-14 du Code du Travail.

A chaque intervention d'entreprise (levée de réserves, correction de désordre ou de dysfonctionnement...), le coordonnateur SPS assure la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, notamment vis-à-vis des utilisateurs et usagers de l'ouvrage.

5.6.2. MISE A JOUR DU DIUO A L'ACHEVEMENT DE LA PERIODE DE GARANTIE DE PARFAIT ACHÈVEMENT

Dans un délai indiqué à l'article 7 du présent CCP, le coordonnateur SPS doit remettre au maître de l'ouvrage, en trois exemplaires papier et en version numérique, le Dossier d'intervention ultérieure (DIUO) définitif. Cette transmission fait l'objet d'un bordereau d'envoi.

ARTICLE 6 : MODALITES D'INTERVENTION

6.1. Autorité du coordonnateur SPS

6.1.1. ANALYSE DE L'OFFRE DU LAUREAT DU CONCOURS DE MAITRISE D'ŒUVRE ET OFFRES DES ENTREPRISES DE TRAVAUX

Le titulaire du marché analyse l'offre remise par le lauréat au concours de maîtrise d'œuvre pour la construction du Centre éducatif Fermé de Malamani à Mayotte.

6.1.2. PHASE DE CONCEPTION

Le coordonnateur SPS peut intervenir dans toute réunion organisée en phase de conception par le maître d'ouvrage ou son représentant ou par le groupement titulaire du marché de maîtrise d'œuvre.

Il peut demander au groupement titulaire du marché de maîtrise d'œuvre tout document utile au déroulement de sa mission. Celui-ci est tenu de répondre à cette demande.

Il peut intervenir de la même manière auprès de tous les autres intervenants dans le projet.

Il peut demander au cours de la phase de conception au maître d'ouvrage d'ordonner que des études ou documents soient réalisés, modifiés ou complétés s'il considère que cela est nécessaire à la prise en compte des questions relatives à sa mission, tant en ce qui concerne la phase de réalisation des ouvrages qu'en ce qui concerne leur exploitation ultérieure. Ces demandes qui seront adressées par écrit au maître d'ouvrage seront motivées sur le plan technique et réglementaire.

6.1.3. PHASE DE REALISATION

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage sans délai et, par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des manquements graves aux obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

Il est fait mention de ces violations dans le Registre Journal de la Coordination (RJC).

Cette information doit être confirmée par écrit (courriel suivi d'un courrier avec accusé de réception).

Pour exercer sa mission, le coordonnateur peut demander tout document utile à la compréhension de la situation ou proposer au maître d'ouvrage qu'une réunion spécifique soit organisée pour définir avec l'entreprise les mesures à prendre.

Dans le cas où il constaterait des situations de danger lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs, le coordonnateur SPS intervient auprès de l'entreprise générale ou son représentant sur le chantier et auprès des entreprises concernées pour définir avec elles les mesures à prendre pour supprimer le danger. Néanmoins, la décision concernant les suites à donner à son constat demeure de la responsabilité du groupement.

En cas de danger grave et imminent qu'il constaterait, il peut, si cela est la mesure appropriée, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au registre journal. Les reprises décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

Tout différend entre le coordonnateur SPS et l'un des intervenants cités à l'article 2 du présent CCP est soumis au maître d'ouvrage.

6.1.4. MOYENS DONNES AU COORDONNATEUR SPS

Les moyens dont le coordonnateur SPS dispose contractuellement sont définis ci-après.

En tout état de cause, si le coordonnateur de sécurité constate à quelque moment que ce soit, que les moyens mis à sa disposition ne sont pas suffisants pour le bon exercice de sa mission, il devra en avertir au plus vite et sous la forme d'un mémoire motivé le maître de l'ouvrage ou son représentant.

6.1.5. MOYENS APPORTES PAR LES PRESCRIPTIONS DU CCAP DU MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE ET DU MARCHE DE TRAVAUX

Les CCAP des marchés de maîtrise d'œuvre et de travaux imposent aux titulaires la prise en compte de la mission du coordonnateur SPS et précisent certaines modalités de la coopération à établir entre eux, le coordonnateur SPS et le maître d'ouvrage.

Le coordonnateur s'appuiera sur ces obligations contractuelles au cours de la réalisation de sa mission et informera le maître d'ouvrage en temps réel des difficultés rencontrées ou manquements des titulaires à cet égard. Il proposera, le cas échéant, un projet de courrier de mise en demeure à adresser par le maître d'ouvrage ou la mise en œuvre de sanctions ou pénalités prévues dans ces marchés.

6.1.6. LIBRE ACCES

Le coordonnateur SPS a libre accès :

- à tous les documents d'étude et à toutes les réunions concernant la conception des ouvrages ;
- au chantier en respectant les principes de sécurité ;
- aux bureaux de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'ouvrage pour ses différentes réunions. Ce libre accès n'autorise pas le titulaire à utiliser les moyens téléphoniques, télématiques et de reproduction pour les besoins de sa mission et notamment pour la diffusion de documents, comptes rendus, DIUO, etc.

6.1.7. GESTION ELECTRONIQUE DES DOCUMENTS

La diffusion des documents d'exécution en cours de travaux sera réalisée par un système de gestion électronique des documents, mis en place par le Titulaire du marché de travaux.

Le Titulaire du présent marché devra utiliser ce système pour accéder aux documents d'études et pour diffuser les documents et avis prévus dans le cadre de l'exécution de ses missions.

6.1.8. DISPOSITIONS PRISES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

6.1.8.1. Phase de conception

- Le maître d'ouvrage prend toutes dispositions pour faire communiquer au coordonnateur SPS :
 - tous les documents d'étude relatifs à la mise au point de l'esquisse, de l'avant-projet sommaire, des études d'avant-projet définitif et de projet,
 - l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs,
 - tous les documents d'exécution des ouvrages,
 - le calendrier de l'ensemble de l'opération,
 - l'ensemble des documents et ordres de services relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs,
 - la copie des déclarations d'accidents de travail,
 - par les différents titulaires des contrats de travaux qu'il a conclus, les effectifs prévisionnels affectés au chantier,
- Le maître d'ouvrage prend également toute mesure pour que soit informé le coordonnateur SPS de toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre et auxquelles il est systématiquement invité. Il est destinataire des comptes rendus de ces réunions.
- Il prend également toute disposition pour que le coordonnateur SPS puisse se faire communiquer tous autres documents et informations, nécessaires au bon déroulement de sa mission, par les différents intervenants concernés (groupement titulaire du marché de maîtrise d'œuvre, bureau de contrôle technique, consultant technique, etc...) et en particulier :
 - les mesures d'organisation générales du chantier envisagées par le groupement titulaire en vue de leur intégration dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé.
 - par le groupement titulaire, tout document qu'il juge utile pour examiner les Plans Particuliers de sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (PPSPS).

6.1.8.2. Phase de réalisation

- Le maître d'ouvrage prend toutes dispositions pour faire communiquer au coordonnateur SPS :
 - l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
 - tous les documents d'exécution des ouvrages ;
 - les calendriers de l'exécution de l'ensemble des travaux y compris ceux des travaux de levées de réserves et de parfait achèvement ;
 - l'ensemble des documents et ordres de services relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
 - la copie des déclarations d'accidents de travail ;
 - par les différents cocontractants du maître d'ouvrage, la liste, tenue à jour, des personnes qu'il a autorisées à accéder au chantier ;
 - par les différents titulaires des contrats de travaux qu'il a conclus, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
 - par les entreprises, le nom de leurs représentants siégeant au Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) ;
- Le maître d'ouvrage prend également toute mesure pour que le coordonnateur SPS soit informé :
 - de toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre, l'entreprise ou par son responsable de l'Ordonnancement-Coordination-Pilotage du Chantier (OPC) et auxquelles il est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit nécessairement adressée ;

- il est destinataire des comptes rendus de ces réunions ;
- de l'intervention de toute entreprise au titre de la « garantie de parfait achèvement » prévue par l'article 44.1 du CCAG-Travaux ;
- Il prend également toute disposition pour que le coordonnateur SPS puisse se faire communiquer tous autres documents et informations, nécessaires au bon déroulement de sa mission, par les différents intervenants concernés (groupement maîtrise d'œuvre, entreprise, bureau de contrôle technique, consultant technique, etc...) et en particulier :
 - les mesures d'organisation générales du chantier envisagées par l'entreprise en vue de leur intégration dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
 - tout document qu'il juge utile pour examiner les Plans Particuliers de sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (PPSPS).

6.2. Conditions d'exécution

6.2.1. CHANGEMENT D'INTERVENANT

Dès la notification du présent marché, le titulaire désigne le responsable qualifié pour le représenter auprès du maître d'ouvrage, pour piloter la mission et pour signer au cours de l'exécution du marché tous les documents prévus au présent C.C.P.

La personne physique désignée par le titulaire pour exercer la mission de coordination en matière de SPS - de niveau 1 défini par l'article R. 4532-23 et R. 4532-24 du Code du Travail - doit, en permanence pendant toute la durée du marché, posséder l'attestation requise par l'article R. 4532-31 du Code du Travail sous peine de résiliation immédiate du marché aux torts du titulaire (cf. article 13.3 ci-après).

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché, la même personne physique comme coordonnateur SPS, ou son remplaçant à l'occasion d'indisponibilité temporaire. Le mémoire technique identifie précisément ces personnes physiques.

Sauf accord du maître d'ouvrage, le titulaire ne doit remplacer la personne physique qu'à l'occasion d'indisponibilité temporaire de celle-ci qui n'est pas du fait du titulaire.

En cas d'indisponibilité définitive qui n'est pas du fait du titulaire, la nouvelle personne physique désignée par le titulaire (y compris son suppléant) doit être acceptée par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI :

- le titulaire propose au maître d'ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au 3.4.3 du CCAG-PI ;
- l'accord du maître d'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique désignée doit être impérativement formalisé par une décision écrite du Pouvoir Adjudicateur.

Si le maître d'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. A défaut ou si le maître d'ouvrage récusé également ce remplaçant, la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 39 du CCAG-PI.

Le coordonnateur SPS assure - dans un délai de 10 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage - le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à tout nouveau coordonnateur désigné pour le remplacer ou lui succéder ou, à défaut, au maître d'ouvrage.

Il établit pour cela un procès-verbal.

Le nouveau coordonnateur SPS accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à la Sécurité et la Protection de la Santé des travailleurs.

Il s'engage pareillement à faire connaître au représentant du pouvoir adjudicateur toutes modifications intéressant la structure juridique ou économique de l'entreprise visées à l'article 3.4.2 du CCAG-PI.

6.2.2. DEROULEMENT DE LA MISSION SUR LE CHANTIER

Dès que le programme d'exécution des travaux est établi ou lui a été communiqué, le coordonnateur SPS remet au maître d'ouvrage son programme prévisionnel d'intervention sur le chantier.

Un conducteur d'opération pourra être chargé du suivi technique et économique du projet jusqu'à la phase parfait achèvement (cf. article 2). Le CSPS lui fera parvenir copie de tous les documents transmis au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre, aux entreprises et aux prestataires.

En tout état de cause le CSPS participe à toutes les réunions, en particulier de chantier, nécessaires à la bonne exécution de sa mission. **A chacune des réunions hebdomadaires de chantier**, il rend compte du respect des mesures de sécurité, de ses observations lors des visites inopinées de la semaine ainsi que des dispositions particulières à prévoir en fonction du planning de l'opération et de tous sujets concernant l'hygiène et la sécurité.

Le CSPS prévoira autant de réunions que nécessaires avec les différents intervenants du chantier. Par ailleurs, le CSPS est tenu de participer à toute réunion sur demande de la maîtrise d'ouvrage. Ces réunions pourront se tenir soit sur le site de projet, soit au siège de l'APIJ, au Kremlin-Bicêtre, ou en format mixte visioconférence/ Présentiel à Mayotte.

Dès l'ouverture du chantier, le Registre Journal de la Coordination et un exemplaire du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé sont consultables dans les installations du chantier mis en place par le groupement titulaire.

A la fin de chaque mois « n », il remet au maître d'ouvrage, avant le 5 du mois « n+1 », un compte rendu de l'avancement de l'exécution de sa mission et notamment :

- le nombre, la fréquence et le temps de présence sur le chantier ventilés entre les réunions, les visites systématiques et les visites inopinées, les inspections communes,
- les Plans Particuliers de Sécurité et de protection de la santé des travailleurs (PPSPS) et/ou leurs compléments,
- les compléments apportés au RJC,
- le nombre de remarques et d'observations classées par thèmes,
- les incidents ou accidents et le taux de gravité des accidents,
- les versions successives du Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO).

ARTICLE 7 : DELAI ET PENALITES

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-PI, le titulaire peut bénéficier des dispositions de l'article 13.3.1 du CCAG-PI si le pouvoir adjudicateur constate la survenance d'évènements faisant obstacle à l'exécution de sa mission dans le délai contractuel. L'importance de la prolongation de délai est débattue entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur. La décision est prise par celui-ci et notifiée au titulaire.

Le tableau ci-après fixe, pour les principaux éléments de mission, des délais (en semaines ou jours calendaires), leurs points de départ et les montants des pénalités en cas de retard, par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI.

Les pénalités citées ci-dessous sont applicables au titulaire sans mise en demeure préalable et sans que le titulaire ne soit invité à faire ses observations par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI. Le nombre de jours de retard sera obtenu par différence entre la date de remise du document et la date limite.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire ne sera exonéré d'aucune pénalité sauf décision expresse du maître d'ouvrage.

Les pénalités pourront, le cas échéant, se cumuler. Il n'est pas appliqué de pénalités de retard si le retard est imputable au pouvoir adjudicateur.

Les délais et pénalités applicables en cas de retard ou de manquement sont récapitulés dans le tableau suivant :

Elément de mission ou livrable	Délai (en jours calendaires)	Point de départ du délai	Pénalités en cas de retard ou de manquement
Phase conception			
Rapport d'analyse des esquisses (ESQ/projets concours) du projet lauréat	14 jours	Transmission des documents	200 € par jour calendaire de retard
Analyse des documents issus de la phase de mise à point du projet lauréat	7 jours	Transmission des documents	200 € par jour calendaire de retard
Document détaillant les modalités pratiques de coopération avec les autres intervenants	14 jours	Notification du marché	150 € par jour calendaire de retard
Ouverture et remise du registre journal de la coordination (RJC)	30 jours	De la demande du pouvoir adjudicateur	100 € par jour calendaire de retard
Avis sur les documents d'études (AVPS, AVPD, PRO)	14 jours	Transmission des documents	200 € par jour calendaire de retard
Première remise du PGCSPS	20 jours	Transmission de l'APS	100 € par jour calendaire de retard
Remise à jour du PGCSPS au fur et à mesure des études	20 jours	Transmission de l'AVPD, puis du PRO	100 € par jour calendaire de retard
Avis sur le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)	14 jours	Transmission des documents constituant le DCE	200 € par jour calendaire de retard
Rapport d'analyse des offres des entreprises	14 jours	Transmission des offres par le titulaire	100 € par jour calendaire de retard
Analyse des documents issus de la phase de mise à point de l'offre retenue	10 jours	Transmission des documents par le titulaire	100 € par jour calendaire de retard

Elément de mission ou livrable	Délai (en jours calendaires)	Point de départ du délai	Pénalités en cas de retard ou de manquement
Remise du projet de DIUO et du projet de règlement du CISSCT, sur la base du PRO	30 jours	Transmission du PRO	100 € par jour calendaire de retard
Phase préparation du chantier			
Passation des consignes entre la phase conception et la phase réalisation.	14 jours	Validation du PRO par le maître d'ouvrage	100 € par jour calendaire de retard
Proposition sur la constitution du Collège Interentreprises de Sécurité (CISSCT)	14 jours	OS de démarrage de la période de préparation du chantier	100 € par jour calendaire de retard
Envoi du procès-verbal de la séance d'adoption du règlement du collège aux autorités compétentes	7 jours	Séance du CISSCT concernée	200 € par jour calendaire de retard
Organisation de la visite d'inspection commune initiale du chantier	10 jours	A compter de la date de demande d'organisation de la visite d'inspection commune par le maître d'ouvrage.	200 € par jour calendaire de retard
Fourniture de la déclaration préalable	7 jours	A compter de la demande par le maître d'ouvrage	200 € par jour calendaire de retard
Dossier DIUO mis à jour	14 jours	OS de démarrage de la période de préparation du chantier	200 € par jour calendaire de retard
Phase travaux			
Avis sur les documents d'exécution des ouvrages (EXE)	10 jours	De leur réception	100 € par jour calendaire de retard
Programme prévisionnel d'intervention sur le chantier	14 jours	De la réception du programme d'exécution des travaux	100 € par jour calendaire de retard
Organisation de la visite d'inspection commune initiale du chantier	7 jours	A compter de la date de demande d'organisation de la visite d'inspection commune par le maître d'ouvrage.	300 € par jour calendaire de retard
Compte rendu de l'avancement de l'exécution de sa mission et des éléments portés au RJC	7 jours	Suivant la fin de chaque mois et pendant la durée des travaux	50 € par jour calendaire
Envoi d'un extrait du registre journal	2 jours	Constatation d'un manquement d'un intervenant	100 € par jour calendaire de retard
Mise à jour du PGCSPS	20 jours	La périodicité des mises à jour au regard des PPSPS ne devra pas être supérieure à 4 mois.	50 € par jour calendaire de retard
Procès-verbaux des réunions du CISSCT	3 jours	Tenue de la réunion	100 € par jour calendaire de retard
Réponses écrites aux observations formulées par le CISSCT	7 jours	Réception de la question	50 € par jour calendaire de retard

Elément de mission ou livrable	Délai (en jours calendaires)	Point de départ du délai	Pénalités en cas de retard ou de manquement
Transmission de l'analyse des rapports d'accident transmis par les entreprises	2 jours	Réception du rapport d'accident	200 € par jour calendaire de retard
Transmission de l'examen des mesures envisagées pour satisfaire aux demandes des organismes officiels	7 jours	Réception des demandes des organismes officiels	100 € par jour calendaire de retard
Transmission des statistiques d'accidents du travail	7 jours	Dernier jour ouvré du mois	50 € par jour calendaire de retard
Phase réception des travaux			
Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO) avec bordereau d'envoi– Version provisoire si les DOE n'ont pas été fournis à temps		La date de réception partielle des ouvrages	300 € par jour calendaire de retard
Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO)	30 jours	Remise du DOE définitif	500 € par jour calendaire de retard
Phase parfait achèvement			
Transmission des dispositions à soumettre au chef d'établissement pour arrêter les conditions particulières d'exploitation	7 jours	Réception de la demande du maître d'ouvrage	100 € par jour calendaire de retard
Communication du Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO) – version définitive avec bordereau d'envoi		Au plus tard 1 mois avant la fin de la garantie de parfait achèvement	300 € par jour calendaire de retard
Toutes phases			
Passation des consignes entre 2 coordonnateurs sous forme de procès-verbal	14 jours	A compter de la demande de la personne publique et avant toute intervention du nouveau coordonnateur	200 € par jour calendaire de retard
En cas de non-respect des autres délais			100 € par jour calendaire de retard
En cas de non tenue du registre journal de la coordination (RJC)			100 € par manquement constaté
En cas de non-respect de la fréquence hebdomadaire des inspections de chantier			300€ par manquement constaté
Absence à une réunion de chantier et à une réunion spécifique à laquelle le titulaire est dûment convoqué			300 € par absence
Cas où le titulaire aurait toléré ou omis de signaler au maître d'ouvrage l'intervention sur le chantier de travailleurs qui ne sont pas salariés d'une entreprise titulaire d'un			1 000€ par infraction constatée

Elément de mission ou livrable	Délai (en jours calendaires)	Point de départ du délai	Pénalités en cas de retard ou de manquement
marché, d'un sous-traitant agréé ou d'un fournisseur autorisé à pénétrer ponctuellement sur le chantier,			
En cas de manquement aux obligations rappelées à l'article 17 du présent CCP			300 € par jour calendaire
Cas où le représentant du pouvoir adjudicateur est informé par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 et L 8221-5 du Code du travail			1000 € par situation irrégulière constatée
En cas de non-respect des obligations contractuelles de confidentialité détaillées à l'article 4 du présent CCP			1000 € par manquement
En cas de dissimulation ou non déclaration dans le délai précisé à l'article 4 du présent CCP de tout incident touchant aux obligations de confidentialité			500 € par jour calendaire de retard

Pénalité pour absence d'information sur la modification de domiciliation bancaire :

L'absence de déclaration de changement de domiciliation bancaire se verra sanctionnée de pénalités dont le montant sera égal aux intérêts moratoires induits par le retard de paiement qui en aura résulté.

Nota : En cas de manquement aux obligations rappelées à l'article 17 du présent CCP, le pouvoir adjudicateur mettra parallèlement en demeure le titulaire de lui transmettre ces pièces. A défaut de transmission de ces pièces dans le délai imparti, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire.

CHAPITRE II : EXECUTION DES PRESTATIONS

ARTICLE 8 : EXECUTION DU MARCHE

8.1. Modalités d'exécution

Le démarrage des missions est déclenché par la notification du marché au titulaire.

8.2. Validation des documents et avis remis par le titulaire – délais de vérification

Par dérogation à l'article 28.2 du C.C.A.G.-P.I., la décision d'admission, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents ou avis doit intervenir avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de la date de l'accusé de réception par l'APIJ du document ou avis à réceptionner.

Cette validation peut être donnée par tout moyen.

L'absence de validation du maître d'ouvrage dans le délai ne vaut pas validation tacite.

En cas de rejet ou d'ajournement, l'APIJ dispose, pour donner son avis, après présentation par le titulaire des documents ou avis modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG PI, le titulaire n'est pas informé des jours et heures fixés pour les vérifications.

8.3. Achèvement de la mission

Les interventions du coordonnateur SPS s'achèvent à l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement du marché de travaux, telle qu'elle est définie à l'article 44.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux 2021). Cette période, d'une durée initiale de quatorze (14) mois, peut être prolongée par décision du pouvoir adjudicateur. Dans cette hypothèse, dont le CSPS sera avisé, ses obligations contractuelles seront maintenues pendant la durée de cette prolongation.

L'achèvement de la mission du titulaire fera l'objet d'un procès-verbal établi sur sa demande, par le représentant du maître de l'ouvrage, signé par le pouvoir adjudicateur, et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

CHAPITRE III : PRIX ET REGLEMENT

ARTICLE 9 : PRIX

9.1. Répartition des prix

En cas de groupement, le cadre de la répartition des montants des prestations à régler, remis dans l'offre du titulaire, indique la part qui doit être réglée respectivement au titulaire du présent marché, à ses cotraitants.

9.2. Contenu des prix

Le prix du marché est global et forfaitaire. Il est établi hors TVA. Il est réputé comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations du marché, y compris les fournitures, les locations, les déplacements, les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au prestataire une marge pour risques et bénéfices.

Le prix du marché est réputé tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces prestations.

Le prix fixé au marché rémunère toutes les prestations intellectuelles et tous les frais connexes nécessaires à l'accomplissement de la mission.

Le prix est réputé comprendre l'ensemble des mesures et des dispositifs destinés à assurer le respect des obligations de sécurité définies à l'article 4 ci avant.

9.3. Variation des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précisé en page 2 de l'acte d'engagement. Ce mois est appelé mois zéro ou encore « mois m0 ».

Les prix sont révisables à chaque acompte suivant les modalités fixées au présent article.

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la révision du prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index d'ingénierie Ing publié au moniteur des travaux publics et du bâtiment. La révision est effectuée par application au prix d'un coefficient donné par la formule :

$$C=0,15 + 0,85 (I_m-4/I_o-4)$$

dans laquelle I_o-4 et I_m-4 sont les valeurs prises par l'index de référence I du marché, respectivement quatre mois avant le mois zéro et quatre mois avant le mois au cours duquel les prestations relatives à l'une des missions sont réalisées.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

9.4. Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés, en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

ARTICLE 10 : MODALITES DE REGLEMENT

Le calcul des décomptes et des acomptes doit à terme, être réalisé, diffusé et échangé à l'aide d'un service électronique de traitement, d'archivage et d'échanges d'informations, de type EDIFLEX.

Le titulaire du marché sera informé de la mise en place de ce système par le maître d'ouvrage par lettre recommandée avec accusé de réception. L'utilisation de ce système sera alors obligatoire pour le titulaire.

Les modalités pratiques d'utilisation de ce système feront l'objet d'une convention à conclure entre le titulaire et le gestionnaire du système, selon le modèle validé par le pouvoir adjudicateur, et dont une copie lui sera adressée.

10.1. Avance

L'option B prévue à l'article 11 du CCAG-PI est retenue.

Si les conditions prévues aux articles R2191-3 à R2191-10 du code de la commande publique sont réunies, une avance est versée au titulaire du marché sauf en cas de refus par celui-ci, précisé dans l'acte d'engagement. Le paiement de l'avance intervient, sans formalités, dans le délai de 30 jours à compter de la date de notification du marché.

Le montant de l'avance est égal à 5% du montant initial.

Le taux de l'avance fixé au paragraphe précédent est porté à 10 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

Le montant de l'avance ne sera ni révisé ni actualisé.

En cas de cotraitance avec paiements séparés, le présent article s'appliquera à chacune des parts de la répartition visée à l'acte d'engagement.

10.2. Acomptes et solde

Le règlement des sommes dus au titulaire fera l'objet d'acomptes mensuels. Toutefois les acomptes correspondront pour chaque mission au plus à 80% du montant du forfait indiqué dans la DPGF. Le solde de chaque mission pourra être versé à l'issue des vérifications et après décision du pouvoir adjudicateur.

Les éléments de chaque mission feront l'objet de paiements partiels définitifs qu'après achèvement total de chaque mission et réception par le maître d'ouvrage (ou réception tacite) telle que précisée au CCAG-PI.

10.2.1. Décompte périodique

La demande d'acompte est établie par le titulaire dans EDIFLEX. Elle indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le commencement du marché jusqu'à la mission considérée et le prix évalué en prix de base hors T.V.A.

La facture comporte obligatoirement, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom du titulaire,
- La date de facturation,
- Le nom et l'adresse du créancier,
- Désignation de la ou des missions concernées ainsi que des prestations réalisées correspondant au montant facturé,
- Le code opération, le code programme et le numéro d'EJ présent sur l'acte d'engagement,
- Le montant total hors taxes et toutes taxes comprises,
- Le numéro SIRET,

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie le projet de décompte et applique en tant que de besoin les pénalités de retard prévues au présent marché.

Le projet de décompte ainsi complété devient alors le décompte.

Le montant de l'acompte à verser au titulaire est déterminé par le représentant du pouvoir adjudicateur qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- a) le montant du décompte ci-dessus établi en prix de base,
- b) l'effet de la révision appliquée sur le montant a) ci-dessus,
- c) l'incidence éventuelle du remboursement de l'avance forfaitaire,
- d) les pénalité et réfections éventuelles,
- e) l'incidence de la T.V.A.,

- f) le montant total de l'acompte à verser ; ce montant étant la récapitulation des postes - a), b), c), d) et e) ci-dessus.

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG-PI, aucun acompte ne sera notifié au titulaire du marché.

Après exécution des prestations de la dernière phase, le titulaire adresse au maître d'ouvrage une demande de solde, dans les conditions définies à l'article 11.7 du CCAG-PI.

Le pouvoir adjudicateur vérifie le projet de décompte final et applique en tant que de besoin les pénalités de retard prévues au présent marché.

10.2.2. Solde – Décompte final

Après exécution des prestations de la dernière mission, le titulaire adresse au maître d'ouvrage une demande de solde sous forme de projet de décompte final dans EDIFLEX, dans les conditions définies aux articles 11.7 et 11.8 du CCAG-PI.

Le pouvoir adjudicateur vérifie le projet de décompte final et applique en tant que de besoin les pénalités de retard prévues au présent marché.

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG-PI, le solde n'est pas notifié au titulaire du marché, sauf en cas de désaccord sur le montant des prestations exécutées ou sur l'application des pénalités ou de réfections.

10.2.3. Décompte général - Montant du solde

Le pouvoir adjudicateur établit le décompte général qui comprend :

- a) le décompte final ci-dessus,
- b) la récapitulation du montant des décomptes périodiques,
- c) le montant en prix de base du solde, ce montant étant la différence des postes - a) et b) - ci-dessus,
- d) l'effet de la révision appliqué sur le montant ci-dessus,
- e) l'incidence de la T.V.A.,
- f) le montant du solde à verser au titulaire, ce montant étant la récapitulation des postes - c), d) et e) - ci-dessus
- g) la récapitulation des acomptes périodiques et du solde.

Le montant du décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

10.2.4. Paiement des cotraitants :

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque co-traitant, acceptation du montant de l'acompte ou du solde à lui payer.

10.3. Délais de paiement

Le délai global de paiement maximum imparti au pouvoir adjudicateur pour procéder au règlement des acomptes et du solde est fixé à 30 jours maximum, à compter de leur réception.

Le dépassement du délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires selon la réglementation et le taux en vigueur.

CHAPITRE IV : DIVERS

ARTICLE 11 : ASSURANCES

11.1. Responsabilités

D'une façon générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

11.2. Assurances

Le titulaire devra être titulaire d'une police destinée à garantir ses responsabilités civile et décennale, en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait ou à l'occasion de sa mission en cours d'exécution ou terminée.

Dès notification du marché, le titulaire s'engage à adresser au maître d'ouvrage son attestation d'assurance de responsabilité décennale et civile de droit commun valable dès le début de sa mission jusqu'à la fin de son intervention, il s'engage alors à fournir périodiquement, et au moins au cours du 1er trimestre de chaque année, une attestation dont la date de validité sera en cohérence avec la durée de sa mission.

Le non-respect de ces obligations en cours de l'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage, sans indemnisation.

Le titulaire s'engage à maintenir la validité du contrat d'assurance RC et décennale pendant toute la durée d'exécution du présent marché.

Afin de remplir cette obligation, l'APIJ a souscrit, à la plateforme en ligne E ATTESTATIONS afin de simplifier et sécuriser la collecte des attestations officielles de ses opérateurs économiques.

Cette plateforme permet aux opérateurs économiques de déposer régulièrement leurs attestations en toute sécurité ; le recours à cette plateforme est gratuit pour les opérateurs économiques.

Un système de relance mail rappelle le besoin de mise à jour des documents en temps voulu, et permet ainsi d'être en parfaite légalité.

Cette obligation s'étend à ses co-traitants.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition.

ARTICLE 12 : ARRET DE L'EXECUTION DU MARCHE

En application de l'article 22 du CCAG-PI, l'APIJ se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations qui font l'objet du présent marché à l'issue de chacune des missions définies au marché, celles-ci étant assimilées à des parties techniques au sens de l'article précité.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

ARTICLE 13 : RESILIATION DU MARCHE

13.1. Résiliation du marché

Par dérogation à l'article 36 du CCAG PI, en cas de non-renouvellement ou de perte de l'agrément du CSPS portant sur les domaines concernés par le présent marché, celui-ci sera résilié sans indemnité.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations prévue à l'article 12 du présent CCP emporte résiliation du marché sans indemnité.

Le marché pourra être résilié dans les conditions fixées aux articles 36 à 41 du CCAG-PI.

13.2. Résiliation du fait du pouvoir adjudicateur

Le pourcentage à prendre en considération pour le calcul de la somme forfaitaire à verser au titulaire, en application du 40 du CCAG-PI, pour la partie résiliée est fixé à 1%.

13.3. Résiliation pour faute du titulaire

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L2341-1 et L2341-5 du Code de la commande publique, le marché sera résilié pour faute du titulaire et sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, sans mise en demeure conformément aux dispositions de l'article L2341-6 du Code de la commande publique.

En cas de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 8822-5 ou R. 8822-7 et R. 8822-8 du code du travail conformément au code de la commande publique, le marché sera résilié pour faute du titulaire et sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, après mise en demeure notifiée par écrit au titulaire de présenter ses observations dans un délai de quinze jours et restée sans effet.

13.4. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Conformément à l'article 27 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 14 : REGLEMENT DES DIFFERENDS

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, celles-ci s'obligent préalablement à rechercher les voies d'un accord amiable dans le cadre de l'article 43 du CCAG-PI.

A défaut, la juridiction à saisir est le Tribunal administratif de Melun.

ARTICLE 15 : EXCLUSIVITE – CONFLITS D'INTERETS

Le titulaire du marché et, le cas échéant, les sociétés cotraitantes du groupement titulaire, ainsi que les éventuels sous-traitants, s'engagent, sous peine de résiliation à leurs torts, à signaler au pouvoir adjudicateur, pendant la durée d'exécution du marché, toute situation ou tout événement susceptible de faire naître un conflit d'intérêt entre l'exécution des missions faisant l'objet du présent marché, et leur structure capitalistique, leurs liens avec d'autres entreprises et/ou leur politique commerciale.

Le titulaire devra alors soumettre à l'approbation du pouvoir adjudicateur les dispositions qu'il se propose de mettre en œuvre pour faire disparaître ce conflit d'intérêt.

Est ici entendu comme conflit d'intérêt toute situation dans laquelle le titulaire, ses cotraitants et les sous-traitants seraient amenés à porter un jugement ou à participer à une prise de décision, dont eux-mêmes pourraient tirer un bénéfice direct ou indirect dans le cadre de leurs activités. Cela recouvre notamment les cas suivants :

- Evaluation d'un projet dans lequel le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants ont des intérêts,
- Evaluation d'un projet concurrent d'un projet dans lequel le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants ont des intérêts,
- Décision qui pourrait avantager un projet dans lequel le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants ont des intérêts,
- Décision qui pourrait désavantager un projet dans lequel le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants ont des intérêts.

En particulier, le titulaire devra signaler au pouvoir adjudicateur tout accord commercial que le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants, détient ou envisage auprès des sociétés candidates à la consultation pour l'attribution du marché de maîtrise d'œuvre ou de travaux.

ARTICLE 16 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU TITRE DU DETACHEMENT DES SALARIES

Si le titulaire du marché est établi hors de France et détache un ou plusieurs salariés, il doit remettre au maître d'ouvrage, avant chaque début de détachement une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-3-1, R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ainsi qu'une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-2 du Code du travail.

ARTICLE 17 : DISPOSITIONS RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE ET AUX TRAVAILLEURS DETACHES

Le titulaire du marché est tenu de remettre au maître d'ouvrage, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché les pièces prévues par les articles D 8222-5 du Code du travail s'il est établi en France, et D 8222-7 à D 8222-8 s'il est établi à l'étranger.

Le titulaire du marché est tenu de remettre également au maître d'ouvrage conformément à l'article D 8254-2 du Code du travail, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, qu'il soit établi en France ou à l'étranger, la liste nominative des salariés étrangers employés par lui et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221_2 du Code du travail. Cette liste précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche
- sa nationalité
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

Afin de remplir cette obligation, l'APIJ a souscrit, à la plateforme en ligne E ATTESTATIONS afin de simplifier et sécuriser la collecte des attestations officielles de ses opérateurs économiques.

Cette plateforme permet aux opérateurs économiques de déposer régulièrement leurs attestations en toute sécurité ; le recours à cette plateforme est gratuit pour les opérateurs économiques.

Un système de relance mail rappelle le besoin de mise à jour des documents en temps voulu, et permet ainsi d'être en parfaite légalité.

Cette obligation s'étend à ses co-traitants. Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition.

ARTICLE 18 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Par dérogation à l'article 1er du CCAG PI, il n'est pas prévu d'article récapitulant les dérogations du présent document au CCAG auquel il se réfère.